

pepsi CRUSH



PepsiCo Stop Crushing Human Rights!

Il y a un schéma récurrent de violations des droits humains chez PepsiCo, le géant mondial des snacks et des boissons.

La société se targue d'adhérer à des normes élevées de droits humains, mais viole constamment le droit des travailleurs/euses à former un syndicat et à négocier collectivement – un droit humain fondamental.

La direction de l'usine Frito-Lay de Lahore, Pakistan, a réagi à la formation et à l'enregistrement officiel en juillet 2016 d'un syndicat comptant 650 membres en harcelant et en transférant les responsables syndicaux et en cherchant à violer les droits de négociation collective du syndicat en créant un syndicat fictif. La direction a imposé des sanctions disciplinaires aux responsables syndicaux sous des prétextes fallacieux et a transféré le président du syndicat vers un autre site pour l'empêcher d'avoir des contacts avec les membres. La direction exerce également des pressions sur les membres pour qu'ils quittent le syndicat.

Le modèle pour les attaques contre les droits au Pakistan a auparavant été testé au Guatemala. Le 28 avril 2015, les travailleurs/euses de l'usine de snacks de PepsiCo à Guatemala City avaient officiellement enregistré leur syndicat, SITRAFRITOLAY, avec près de 900 membres sur les 1300 travailleurs/euses employés/es à l'usine. En juin 2015, la société a bafoué leur droit de négociation collective en signant un accord de trois ans avec une petite organisation mise en place par la direction. Tant la direction que le syndicat jaune proposent des incitatifs financiers aux travailleurs/euses pour qu'ils/elles quittent SITRAFRITOLAY.

Depuis 2013, les membres de l'UITA soutiennent un groupe de travailleurs courageux, employés dans un entrepôt au Bengale occidental, Inde, qui ont perdu leur emploi parce qu'ils ont tenus à exercer leur droit à former un syndicat. La société qui les a licenciés, Radhakrishna Foodland Pvt. Ltd (RKFL), gère un entrepôt sous contrat exclusif avec PepsiCo. Ces 28 travailleurs ont formé un Comité d'action pour lutter pour leur réintégration, assortie d'une garantie que leurs droits seraient pleinement respectés à l'avenir.



Au Guatemala et au Pakistan, la direction de PepsiCo foule aux pieds les droits humains. Le refus de PepsiCo de reconnaître et de corriger les violations continues des droits humains de la part de son fournisseur au Bengale occidental rend la société complice de ces nouveaux abus.





“ **Samina Mehboob**, membre du syndicat de l'usine FritoLay de Lahore : « Je travaille depuis 11 ans comme empaqueteuse chez PepsiCo FritoLay. En 2008, je suis tombée de la machine que j'étais en train de nettoyer et j'ai perdu connaissance. Je suis restée allongée sur le sol pendant près de deux heures avant qu'on ne m'amène à l'hôpital. On m'a fait 10 points de suture sur le crâne. La société n'a pas pris en charge les frais médicaux, j'ai donc été obligée de dépenser toutes mes économies pour payer les traitements et les médicaments. Après quatre jours, j'ai dû reprendre le travail, car je ne voulais pas renoncer à mes journées de salaire. Maintenant, je veux que PepsiCo offre à ses employés/es une couverture médicale ».”

“ **Gautam Sardar**, membre du Comité d'action au Bengale occidental, est soutien d'une famille de 7 membres, mais n'a pas d'emploi régulier depuis qu'il a été renvoyé de l'entrepôt. Son père doit subir une opération ophtalmologique et Gautam s'est lourdement endetté auprès de l'usurier du village. Pourtant, il tient bon: « ils doivent nous rendre nos emplois et nous laisser retourner à l'entrepôt, non seulement en tant que travailleurs, mais également en tant que membres du syndicat ».”

“ **Anwar Bibi**, membre du syndicat de l'usine FritoLay de Lahore : « Cela fait cinq ans que je travaille à l'usine PepsiCo FritoLay de Lahore, dans le service des déchets, selon le principe "pas de travail, pas de salaire". J'arrive toujours à l'usine à 05:00. Si j'arrive ne serait-ce que quelques minutes en retard, je n'aurai pas de travail car mon poste aura été pris par une autre employée contractuelle arrivée plus tôt que moi. Avec les autres employées contractuelles, nous nous rassemblons devant le portail de l'usine tous les matins sans savoir si nous allons avoir du travail. Si on ne me donne pas de travail, j'ai perdu mon temps et je dois payer les frais de transport pour rentrer chez moi. La société considère que ce n'est pas son problème ».”



STOP PEPSICRUSH

est la campagne syndicale internationale en soutien des droits syndicaux pour les travailleurs/euses de PepsiCo au Guatemala et au Pakistan et les travailleurs/euses de l'entrepôt de RKFL en Inde.

Que pouvez-vous faire?

- Visitez la page www.pepsicrush.org pour envoyer un message à PepsiCo
- écrire à la représentation de PepsiCo de votre ville pour lui faire part de votre préoccupation concernant les violations persistantes des droits fondamentaux
- nous rejoindre sur Facebook: **PepsiCo-Workers-Rights**
- nous contacter pour savoir ce que vous pouvez faire de plus: iuf@iuf.org

